

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches !

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 16 octobre 2024

CGI : pour 2025, rien ne change

En 2025, CGI prévoit d'accroître encore ses bénéfices, visant plus de 14 000 € de profits par salarié, contre près de 12 000 € cette année. Et pour l'enveloppe d'augmentation des salaires ? L'entreprise prévoit finalement une hausse de... 2,6 %. Entre engraisser les actionnaires ou augmenter les salaires, le choix est fait.

Gironde : un procès pour traite d'êtres humains dans les vignes

Un nouveau procès pour traite d'êtres humains dans les vignes du bordelais s'est ouvert à Libourne. Deux hommes de 28 et 59 ans, de nationalité marocaine, sont soupçonnés d'avoir fait travailler dans les vignobles six de leurs compatriotes dans des conditions indignes, en oubliant de les payer, en les faisant dormir sur des matelas et sans les déclarer. Une pratique qui n'est malheureusement pas isolée mais « systémique ». Et si les intermédiaires sont parfois poursuivis et (légèrement) condamnés, les propriétaires des prestigieux châteaux, eux, ne sont jamais inquiétés.

Le chèque énergie remis en cause par le gouvernement ?

C'est Mediapart qui l'affirme. Le ministère de l'Économie et des Finances aurait décidé de s'en prendre au chèque énergie qui est envoyé automatiquement aux 20 % des ménages les plus modestes et concerne 5,6 millions de personnes. La réforme envisagée pourrait rapporter près d'un milliard d'euros aux caisses de l'État. Comme d'habitude, on pioche dans la poche des plus pauvres pour compenser les cadeaux faits aux plus riches et au patronat.

Le Doliprane va-t-il changer de main ?

Le géant de l'industrie pharmaceutique Sanofi a annoncé négocier avec le fonds d'investissement américain CD&R pour lui céder le contrôle de sa filiale de produits en vente libre Opella. Selon le quotidien économique Les Échos, le potentiel repreneur américain a offert plus de 15 milliards d'euros pour mettre la main sur Opella, numéro trois mondial des médicaments sans ordonnance, vitamines, minéraux et compléments alimentaires. Cette filiale chapeaute une centaine de marques dont le Doliprane, le médicament le plus vendu en France. Mais Sanofi, qui a reçu des centaines de millions d'euros de la part de l'État pour développer sa production dans le pays, faire preuve de « patriotisme économique » et maintenir l'emploi sur place, considère qu'Opella n'est plus assez rentable et est donc prêt à la vendre au plus offrant. Car le profit d'abord est la seule motivation des patrons.

États-Unis : Boeing annonce la suppression de 17 000 emplois

Alors que la grève paralyse toujours deux usines du groupe aéronautique près de Seattle, Boeing a annoncé une réduction dans les prochains mois d'environ 10 % de son personnel, soit quelque 17 000 emplois supprimés, pour tenter de surmonter ses difficultés financières. Encore une fois ce sont les salariés qui servent de variable d'ajustement au patronat pour

maintenir ses profits. Les marchés ne s'y sont pas trompés et l'action Boeing a terminé la séance en hausse de 3 % à la Bourse de New York.

Répression iranienne, munitions françaises

C'est sous ce titre que l'équipe de journalistes Les Observateurs de France 24 a révélé, après une enquête de deux ans, que des cartouches de chasse du fabricant de munitions Cheddite ont été utilisées en Iran lors de la répression des manifestations de 2022 après la mort de Mahsa Amini. Et ces munitions sont toujours largement disponibles dans le pays, malgré les sanctions européennes en place depuis 2011. L'entreprise appartient au groupe français Sofisport et les cartouches en question sont fabriquées en France, à Bourg-lès-Valence (Drôme) et en Italie, près de Livourne. Elles auraient transité par la Turquie, où Cheddite détenait des parts dans une entreprise d'armement. La presse italienne avait révélé en 2021 que des munitions provenant de la même entreprise avaient été utilisées en Birmanie par les forces de répression pour réprimer des manifestants. Pas étonnant que les dirigeants du groupe, tant en France qu'en Italie, aient refusé de répondre aux questions des journalistes.

**FÊTE du NPA
RÉVOLUTIONNAIRE
SAMEDI 26 OCTOBRE
À CENON**

**EN FINIR AVEC LE CAPITALISME
LUTTONS POUR
CHANGER LE MONDE**

**DEBATS
SPECTACLES
EXPOSITIONS
RESTAURATION**

**Salle Victor Hugo
88 cours Victor Hugo
33150 Cenon**

De 14h à 22h

npa.revo.33
www.npa33.org

Le NPA-Révolutionnaires 33 vous donne rendez-vous pour sa fête annuelle ce SAMEDI 26 OCTOBRE à Cenon. Ce sera l'occasion de discuter de l'actualité autour de la guerre au Moyen-Orient, de la lutte pour nos intérêts de travailleurs, de comment changer le monde et en finir avec le capitalisme. Nos porte-paroles interviendront à 18h30 pour une allocution politique. L'occasion aussi de partager un repas fraternel et d'écouter un concert de chansons blues. Alors n'hésitez pas à passer et à y faire venir !

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !